



---

## **Le ciluba face à l'insécurité linguistique dans les pratiques médiatiques de la Ville de Kananga, en République Démocratique du Congo**

**Donatien NDUMBI WA KALOMBO<sup>1</sup>**

**Université Pédagogique de Kananga**

---

### **Abstract**

In a context of linguistic plurality such as that of the Democratic Republic of Congo (DRC), national languages often struggle to establish themselves in formal communication spheres, particularly in the media. In Kananga, a predominantly Ciluba-speaking city, Ciluba, despite being a national language, faces clear linguistic insecurity in media practices. This situation raises significant identity, cultural, and political issues. This study highlights the presence of a diglossic phenomenon, directly linked to the linguistic practices observed in the media landscape of Kananga, a city located in the heart of the Democratic Republic of Congo. French holds a dominant position there, regarded as a prestigious language, while Ciluba, the mother tongue of the vast majority of local media professionals, remains relegated to a secondary status. In light of this sociolinguistic reality, it appears necessary to propose concrete measures aimed at strengthening the visibility and vitality of Ciluba in Kananga's media.

**Keywords:** Ciluba, linguistic insecurity, diglossia, media practices, sociolinguistics.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.17838728>

---

### **Introduction**

L'article premier de la Constitution de la République Démocratique du Congo (RDC) consacre le français comme langue officielle de l'État. Il reconnaît également le ciluba<sup>2</sup>, le lingala, le swahili et le kikongo comme langues nationales, dont l'usage est autorisé dans divers secteurs de la vie sociale. L'État est tenu d'assurer leur promotion sans discrimination et de garantir la sauvegarde du patrimoine culturel congolais<sup>3</sup>.

Dans les sociétés plurilingues, la question de la valorisation, de la représentation et de la légitimité des langues nationales demeure un enjeu central pour la cohésion sociale et la construction identitaire. En RDC, où coexistent plus de 400 langues, le ciluba occupe le statut de langue nationale et constitue un vecteur majeur d'expression culturelle dans la région du Kasai (Kasongo, T., 2017 : 45 - 46). Cependant, malgré cette reconnaissance institutionnelle, le ciluba semble confronté, dans les pratiques médiatiques urbaines, notamment à Kananga, à

---

<sup>1</sup> Enseignant – chercheur à l'Université Pédagogique de Kananga en République Démocratique du Congo

<sup>2</sup> Cette graphie « ciluba » est standardisée par rapport à la graphie originelle « tshiluba ». Dans cet article, nous allons utiliser indistinctement les deux graphies selon le contexte et la nature des données issues des enquêtes.

<sup>3</sup> Constitution de la République Démocratique du Congo, modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006.

diverses formes d'insécurité linguistique, un phénomène qui se manifeste par une autocensure linguistique, une hésitation expressive, une tendance à l'alternance codique non maîtrisée ou encore un sentiment d'illégitimité dans l'usage public de la langue.

L'espace médiatique, censé constituer un lieu de promotion des langues nationales et de démocratisation culturelle, devient paradoxalement un terrain où les locuteurs du ciluba sont souvent amenés à adopter des stratégies discursives marquées par l'hybridation, la correction excessive ou l'abandon partiel de leur langue au profit d'autres idiomes considérés comme plus prestigieux, tels que le français ou le lingala.

À Kananga, chef-lieu du Kasai Central et pôle majeur de la diffusion médiatique en langue ciluba, l'insécurité linguistique revêt une forme singulière. Elle se manifeste notamment par une normalisation instable du ciluba utilisé dans les médias, une prolifération d'emprunts linguistiques, des incertitudes lexicales et grammaticales, ainsi qu'un déficit de formation linguistique chez les professionnels de la communication. Pourquoi le ciluba reste-t-il marginalisé dans les médias malgré son enracinement local ? Quels sont les éléments qui sous-tendent l'insécurité linguistique dans les médias de Kananga ? Telles sont les questions fondamentales qui fondent cette étude.

Ainsi, analyser le ciluba face à l'insécurité linguistique dans les pratiques médiatiques de Kananga permet non seulement de comprendre les dynamiques linguistiques qui traversent la région, mais aussi de questionner les politiques linguistiques nationales, les compétences des professionnels des médias et la place des langues congolaises dans l'espace public. Ce travail s'inscrit dans une perspective sociolinguistique critique visant à mettre en lumière les tensions entre identité linguistique, pratiques discursives et enjeux médiatiques en contexte urbain africain.

Cette étude aborde tour à tour les points ci-après :

- Contexte et éclairage conceptuel ;
- Démarche méthodologique ;
- Médias et insécurité linguistique à Kananga ;
- Manifestations du phénomène de diglossie dans les pratiques médiatiques de Kananga ;
- Freins à la promotion du ciluba dans les médias de Kananga.
- Initiatives de valorisation du ciluba et recommandations.

## **1. Contexte et éclairage conceptuel**

### **a) Contexte général**

La ville de Kananga, chef-lieu de la province du Kasai-Central en République démocratique du Congo (RDC), est un espace où le ciluba (ou tshiluba) est historiquement et culturellement enraciné. Le ciluba est l'une des quatre langues nationales reconnues par la Constitution de la RDC, avec le lingala, le kikongo et le swahili. Il est parlé par environ 12 millions de locuteurs dans les provinces du Kasai, du Sankuru et au-delà.

François Mpamba Kamba- Kamba (2014 : 103 – 104) note que le ciluba jouit de deux statuts : il est langue « vernaculaire » et en même temps « langue véhiculaire ». Comme langue vernaculaire le ciluba est une langue ethnique parlée localement par des locuteurs natifs comme langue maternelle. Ces locuteurs constituent la communauté lubaphone[...]. Le ciluba est aussi une langue véhiculaire. Il est parlé comme langue de grande communication par des locuteurs appartenant à différentes ethnies sur une vaste étendue à travers le Kasai. Il est donc à ce titre une langue interethnique.

### **b) Éclairage conceptuel**

Le thème de l'insécurité linguistique semble intéresser un certain nombre de recherches récentes en sociolinguistique, dans la mesure où il permet une nouvelle approche des situations traditionnellement décrites en terme de "diglossie", en prenant comme point de départ de l'étude des rapports interlectaux, les locuteurs eux-mêmes, les représentations qu'ils ont sur leurs langues, sur leurs propres productions linguistiques et sur celles des autres. (Bretegnier, A., 1999 : 225).

L'insécurité linguistique est une notion relativement récente puisqu'elle a été utilisée pour la première fois en 1966, dans la sociolinguistique américaine, par William Labov dans une étude consacrée à la stratification sociale de la langue anglaise (Kenza, H., 2022 : 15).

Pour Cécile Sabatier et Ghizlane Laghzaoui (2016 : 7), l'insécurité linguistique, c'est « un sentiment d'infériorité ressenti par rapport à sa langue et à sa maîtrise. Ce sentiment n'est pas nécessairement en lien avec les compétences réelles du locuteur ». Ici, la conscience du locuteur se ramifie selon le rapport qu'il entretient :

- Le rapport à la langue, dans ses usages : la conscience langagière ;
- Le rapport au code linguistique, dans ses variations et ses registres de langue : la conscience linguistique ;
- Le rapport à la norme : la conscience normative ;
- Le rapport à l'identité, lien langue et identité, langue vecteur et marqueur identitaire : la conscience ethnolinguistique.

Klinkenberg exprime cette idée en des termes similaires : « Il y a insécurité linguistique lorsque le locuteur a, d'une part, une image nette des variations légitimes, mais que d'autre part, il a conscience de ne pas s'y conformer en tous points. La sécurité est par contre assurée quand l'usager conforme naturellement ses énoncés à la norme (et aussi dans le cas où il ne le fait pas, mais sans qu'il n'ait une conscience nette de déroger à une règle). » (Klinkenberg, cité par Bretegnier, A., 1999 : 263). Dans la même optique, l'insécurité linguistique est aussi perçue comme la prise de conscience, par les locuteurs, d'une distance entre la langue qu'ils parlent et une langue qu'ils reconnaissent comme légitime. L'insécurité linguistique désigne le malaise ou le doute ressenti par les locuteurs quant à la légitimité ou la qualité de leur usage linguistique. Dans le cas du ciluba à Kananga, elle est alimentée par plusieurs facteurs :

- Diglossie institutionnelle : Le français domine les sphères officielles et médiatiques, reléguant le ciluba à un usage informel ou domestique.
- Manque de standardisation : Malgré des efforts lexicographiques, le ciluba souffre d'un manque de normes claires pour les usages publics.
- Dévalorisation symbolique : Le ciluba est parfois perçu comme une langue "locale" ou "non moderne", ce qui freine son usage dans les médias.
- Absence de formation linguistique pour les journalistes et animateurs, qui conduit à une utilisation approximative ou hésitante de la langue.

Le lien entre l'insécurité linguistique et la sociolinguistique n'est plus à démontrer. Comme on le sait, l'insécurité linguistique est un concept central en sociolinguistique, car elle révèle les dynamiques de pouvoir, d'identité et de variation linguistique dans les sociétés multilingues ou diglossiques. En sus, l'insécurité linguistique désigne le malaise ou la gêne ressentie par un locuteur vis-à-vis de sa propre manière de parler, souvent en raison de normes perçues comme supérieures. En sociolinguistique, ce phénomène est étudié dans le cadre des contacts de langues, des hiérarchies sociales et des représentations linguistiques.

Pour Josiane Boutet et Monica Heller (2007 : 306), « les données du sociolinguiste sont le plus souvent orales, quel que soit le nom avec lequel le chercheur, en fonction de son obédience théorique, les nomme – conduites discursives, discours, dialogues, interactions, pratiques langagières, etc. ; *la discipline traitant de plus en plus de données communicatives de diverses natures*. ». C'est en ce sens que J. Boutet (1994 : 2-3) a envisagé la sociolinguistique comme une linguistique de terrain : « le terme de 'linguistique de terrain' fait le plus souvent écho aux travaux des ethnolinguistes, des américanistes ou africanistes. ».

## 2. Démarche méthodologique

Du point de vue épistémologique, cette s'inscrit dans une approche sociolinguistique critique, qui considère la langue comme un vecteur de pouvoir, d'identité et d'exclusion. Elle mobilise les travaux de Pierre Bourdieu (1998 : 1-8) sur la légitimité linguistique et ceux de Dell Hymes (1972 : 1-3) sur la compétence communicative. Pour ce qui est du paradigme constructiviste, la réalité linguistique est ici construite socialement à travers les pratiques médiatiques. Le cadre théorique repose sur le fait que l'insécurité linguistique est analysée comme un phénomène lié à la diglossie, à la stigmatisation des variétés locales et à la pression du français comme dominante.

Nous nous sommes servi de l'outil KoboToolbox pour concevoir et administrer des questionnaires numériques auprès de 50 journalistes et animateurs des chaînes de radio ciblées, dont 43 hommes, soit 86% et 7 femmes, soit

14%. Ce qui révèle déjà la faible présence féminine au sein des médias de Kananga. À ce propos, Tina Desabrais (2010 : 61) souligne ceci : « ...une majorité de femmes pensent que de manière générale, il est plus important de « bien parler » pour une femme que pour un homme...l'insécurité linguistique s'exerce aujourd'hui encore de manière plus forte sur les femmes que sur les hommes... ».

En complément du questionnaire, nous avons également constitué un corpus médiatique écrit, notamment les grilles de programmes, obtenu auprès des responsables des stations de radio ciblées. Par ailleurs, plusieurs entretiens semi-directifs ont été réalisés afin d'enrichir et d'affiner la qualité des informations collectées. Dans cette démarche méthodologique, nous avons privilégié une approche mixte, articulant à la fois les volets qualitatif —centré sur les discours et les perceptions — et quantitatif, fondé sur l'analyse des fréquences et des corrélations. Par ailleurs, l'adoption d'une démarche inductive nous a permis de partir des données empiriques afin de dégager et structurer progressivement les catégories d'analyse.

Le logiciel **SPSS** (Statistical Package for the Social Sciences) s'est révélé être un outil d'analyse particulièrement pertinent. Il nous a permis de réaliser des statistiques descriptives, notamment sur les fréquences d'usage du ciluba, ainsi qu'une **analyse factorielle** destinée à mettre en évidence les dimensions latentes de l'insécurité linguistique au sein des médias de Kananga.

### **3. Médias et insécurité linguistique à Kananga.**

Les médias, au cœur de notre analyse, occupent une place déterminante dans la promotion des langues nationales, en accroissant leur visibilité, en soutenant leur usage au quotidien et en consolidant leur légitimité sur les plans culturel et social. Onguéné Essono, L-M. (2017 : 19-20) souligne que « le français des médias est un champ qui suscite un véritable intérêt aussi bien chez les communicateurs eux-mêmes que chez les chercheurs.

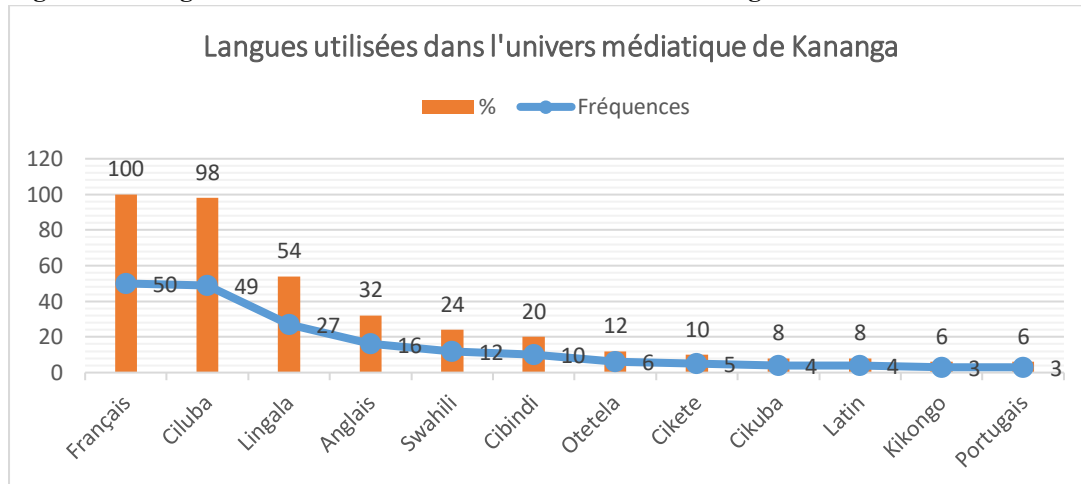
En tant que réceptacles et vecteurs de la culture, les langues africaines gagneraient à être valorisées dès la base et au niveau local. Le rôle des médias à cet égard est indéniable. En effet, la consolidation et l'enracinement d'une langue dans son milieu naturel passent nécessairement par son utilisation et sa promotion au sein des médias. Cependant, dans les pratiques médiatiques de Kananga (radio, télévision, presse écrite), le ciluba est souvent relégué ou utilisé de manière instable, ce qui révèle une insécurité linguistique. Celle-ci se manifeste par :

- Une préférence pour le français, langue officielle, dans les contenus médiatiques.
- Une hésitation à utiliser le ciluba dans les discours publics, par peur de stigmatisation ou de manque de prestige.
- Une variation non maîtrisée du ciluba dans les médias, avec des emprunts excessifs au français ou à d'autres langues.

Selon Michaël Kasombo Tshibanda (2014 : 124), dans les médias audiovisuels, les langues nationales rivalisent avec le français, car une grande partie de la population ne maîtrise pas suffisamment cette dernière langue. Cela explique la prolifération des programmes diffusés en langues locales sur de nombreuses stations de radio et chaînes de télévision. En revanche, dans la presse écrite, le français demeure pratiquement la seule langue utilisée pour transmettre l'information.

Afin d'analyser de manière approfondie la situation d'insécurité linguistique, nous avons mené une enquête sociolinguistique auprès des professionnels des médias de la ville de Kananga. Les résultats présentés ci-après en sont issus :

**Figure 1. : Langues utilisées dans les médias de la Ville de Kananga.**



Source : IBM SPSS Statistics 27.

#### Commentaire :

De ce graphique, il ressort ce qui suit :

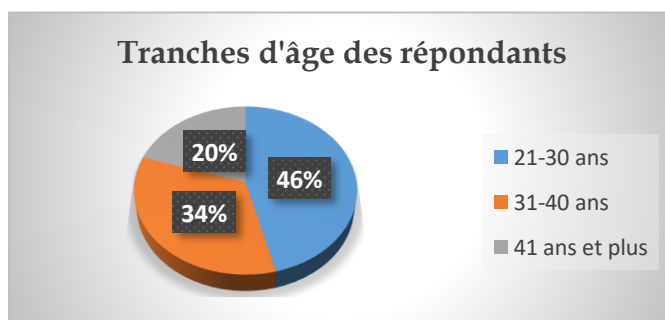
- ✓ Les langues dominantes sont le français (100% d'utilisation) et le ciluba (98% d'utilisation). Ces deux langues sont omniprésentes, ce qui reflète le rôle central du français comme langue officielle de la RDC, utilisée dans les médias formels, l'administration et l'éducation ; et celui du ciluba comme langue nationale et locale, très parlée dans la région du Kasai, dont Kananga est un centre majeur.
- ✓ Les langues secondaires sont : le lingala (54%), l'anglais (32%) et le swahili (24%).
- ✓ Les langues minoritaires : le cibindi/ bindji, l'otetela, le cikuba, le latin, le kikongo et le portugais (toutes en dessous de 12%). Les langues locales comme bindji, otetela et cikuba reflètent la diversité ethnique et linguistique du Kasai.

#### Interprétation sociolinguistique

- Le bilinguisme ou multilinguisme est courant : les médias intègrent plusieurs langues.
- La cohabitation du français et du ciluba montre une dynamique entre langue officielle et langue identitaire.
- La présence de langues internationales (anglais, portugais) et liturgiques (latin) indique une ouverture culturelle et religieuse.

La figure 1 est corollaire au profil sociolinguistique des journalistes dont la majorité sont des jeunes adultes âgés de 25 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur ou universitaire, tel que l'indiquent les graphiques 2 ou 3 ci-dessous.

**Figure 2 : Tranches d'âge des professionnels des médias interrogés.**



Source : IBM SPSS Statistics 27.

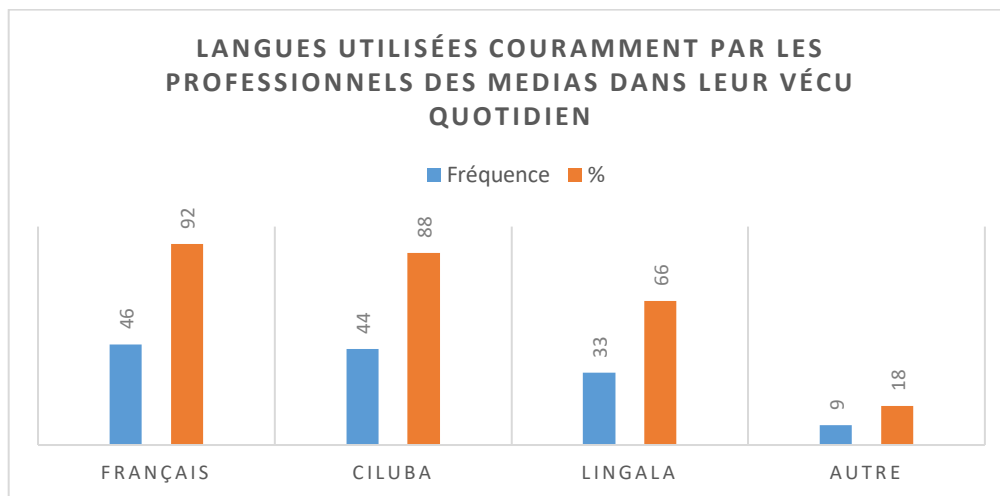
### Interprétation :

Ce graphique met en évidence la répartition des professionnels des médias selon trois tranches d'âge. Il ressort clairement que :

1. Les 21-30 ans représentent 46 % de l'échantillon, soit près de la moitié des répondants. Cette forte proportion indique que le secteur médiatique à Kananga est majoritairement constitué de jeunes professionnels, probablement en début de carrière ou récemment intégrés dans les rédactions. Cela peut traduire un dynamisme certain, mais aussi une possible insuffisance d'expérience professionnelle chez une large partie du personnel.
2. Les 31-40 ans constituent 34 % des répondants, ce qui en fait le deuxième groupe le plus représenté. Cette tranche d'âge correspond généralement à des professionnels ayant acquis une maturité professionnelle et une expérience relativement solide. Leur présence significative suggère une certaine stabilité dans les rédactions et un encadrement possible des plus jeunes.
3. Les 41 ans et plus ne représentent que 20 % de l'échantillon. Leur faible proportion révèle que les professionnels seniors sont moins nombreux. Cela peut s'expliquer par divers facteurs : mobilité professionnelle vers d'autres secteurs, faible attractivité du métier à long terme, départs vers des fonctions administratives, ou encore contraintes socio-économiques limitant la longévité dans la carrière médiatique.

Dans l'ensemble, le panorama montre que le journalisme à Kananga est un secteur dominé par la jeunesse, avec une présence réduite des cadres expérimentés. Cette configuration a des implications sur la qualité des productions médiatiques, sur les besoins en formation continue, et sur la transmission des compétences entre générations au sein des rédactions.

**Figure 3 : Le profil sociolinguistique des professionnels des médias de la Ville de Kananga.**



Source : IBM SPSS Statistics 27.

### Interprétation :

L'analyse du graphique met en évidence plusieurs enseignements :

- D'abord, les pratiques langagières des professionnels des médias de la ville de Kananga sont largement dominées par le français et le ciluba, utilisés respectivement par 92 % et 88 % des répondants dans leur quotidien.
- Ensuite, le lingala, parlé par 66 % des journalistes, occupe une place notable, ce qui s'explique notamment par la présence de l'Académie militaire de Kananga et des camps militaires qui y sont rattachés.

- Enfin, d'autres langues, parmi lesquelles l'anglais, le swahili, le kete, le bindji, le cisala et le cilualua, sont également employées, mais de manière marginale, à hauteur de 18 %.

En substance, le profil sociolinguistique des professionnels des médias de Kananga a une incidence sur les pratiques médiatiques de la ville de Kananga.

#### 4. Manifestations du phénomène de diglossie dans les pratiques médiatiques de Kananga.

En [sociolinguistique](#), la diglossie est l'état dans lequel se trouvent deux [variétés linguistiques](#) coexistant sur un [territoire](#) donné et ayant, pour des motifs historiques et politiques, des statuts et des fonctions sociales distinctes, l'une étant représentée comme supérieure, formelle, et l'autre inférieure, familière. (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Diglossie>). En d'autres termes, la diglossie est une situation linguistique où deux variétés de langue coexistent dans une même communauté, chacune ayant des fonctions sociales distinctes. Dans cette perspective, il convient de souligner que l'emploi de chaque langue dépend de la position qu'elle occupe au milieu de sa communauté (Abdel Tawab, M, 2022 : 6).

Selon le Larousse, le mot « diglossie » vient du grec « diglōssos » qui signifie « bilingue ». C'est une situation de bilinguisme d'un individu ou d'une communauté dans laquelle une des deux langues a un statut inférieur. ([larousse.fr/dictionnaires/français/diglossie/](http://larousse.fr/dictionnaires/français/diglossie/) /25519). Ainsi, la diglossie désigne-t-elle une situation dans laquelle deux variétés linguistiques sont utilisées dans une société avec des statuts différents. Sa distribution fonctionnelle présente deux variétés : la variété haute (H) qui est utilisée dans les contextes formels ; administration, éducation, religion, littérature ; et la variété basse (B) qui est réservée aux usages informels : conversations quotidiennes, famille, amis, etc.

Par ailleurs, la diglossie désigne la situation de coexistence concurrentielle entre deux langues, dans laquelle le locuteur congolais se retrouve partagé : d'un côté le français, utilisé comme langue de communication internationale, et de l'autre sa langue locale, héritée de ses ancêtres. Dans le cadre de notre recherche, le phénomène de diglossie a été exploré à l'aide de la méthode d'analyse de contenu appliquée aux grilles de programmes recueillies auprès des stations de radio ciblées. Cette approche a permis de mesurer la répartition des émissions diffusées en français et en ciluba grâce à la technique du pointage systématique. Celle-ci a servi à identifier, comptabiliser et structurer les occurrences des émissions présentes dans le corpus analysé, comme l'illustre le tableau ci-après :

**Tableau n°1 : Fréquences des émissions produites en français et en ciluba dans les chaînes de radio de Kananga (analyse des grilles des programmes ciblées).**

Jour Chaîne	Lundi		Mardi		Mercredi		Jeudi		Vendredi		Samedi		Dimanche		Total		%	
	Fr	Cba	Fr	Cba	Fr	Cba	Fr	Cba	Fr	Cba	Fr	Cba	Fr	Cba	Fr	Cba	Fr	Cba
KHRT	18	14	20	15	16	14	17	12	20	16	14	11	16	11	121	93	57	44
REVEIL FM	16	12	18	13	20	17	17	11	19	16	18	15	12	10	120	94	56	44
RTEDUC	32	23	23	15	25	16	27	20	27	18	29	16	25	15	188	123	61	40
RTNC	22	17	27	19	22	24	24	23	26	20	24	18	21	16	166	137	55	45
RTUKA	13	8	10	6	11	8	11	6	11	7	15	6	4	2	75	43	64	36
<b>TOTAL</b>	<b>101</b>	<b>74</b>	<b>98</b>	<b>68</b>	<b>94</b>	<b>79</b>	<b>96</b>	<b>72</b>	<b>103</b>	<b>77</b>	<b>100</b>	<b>66</b>	<b>78</b>	<b>54</b>	<b>670</b>	<b>490</b>	<b>58</b>	<b>42</b>

Source : Nous – même sur la base des grilles des programmes recueillies auprès des chaînes de radio de la ville de Kananga.

Légende :

- Cba : Ciluba
- KHRT : Radio Télévision Kasai – Horizons
- Fr : Français
- RTEDUC : Radio Télévision de l'Education.
- RTNC : Radio Télévision Nationale du Congo (Antenne de Kananga).
- RTUKA: Radio Télévision de l'Université Notre Dame du Kasayi.



## Interprétation sociolinguistique :

### 1. Dominance du français :

- ✚ Le français représente 58 % de l'ensemble des émissions, contre 42 % pour le ciluba.
- ✚ Cela reflète une hiérarchisation linguistique, où le français, langue officielle et de prestige, domine dans les médias formels de la Ville de Kananga.

### 2. Usage du ciluba :

- ✚ Bien que le ciluba soit une langue nationale et largement parlée à Kananga, il reste moins représenté dans les programmes radiophoniques.
- ✚ Cela illustre la position subalterne du ciluba dans l'espace public, typique d'un contexte diglossique.

### 3. Variations entre les chaînes :

- ✚ La RTUKA présente la plus forte proportion de français (63,6 %), ce qui peut indiquer une orientation plus institutionnelle ou formelle. Cette proportion se justifie le fait que c'est une chaîne de radio rattachée à une université catholique de grand renom dans l'espace kasai.
- ✚ La RTEDUC, bien qu'étant une chaîne éducative, diffuse aussi majoritairement en français (60,5 %), ce qui peut poser des questions sur l'accessibilité des contenus pour les locuteurs majoritairement cilubaphones. Son grand mérite repose sur le fait qu'elle est la seule chaîne qui organise des émissions pédagogiques sur l'apprentissage du ciluba, à savoir « Ciluba muakulu » (grammaire luba).
- ✚ La RTNC présente, quant à elle, un grand nombre d'émissions baptisées en ciluba, en l'occurrence « Mukaji wa tshitembu » (la femme modèle), « Muyuki mu dinaya » (sketch), « Lungenyi ne menji » (intelligence et sagesse), « Bukua manaya » (panorama de sports), « Midimu misanga » (Les métiers dans leur globalité), « Bikayi » (Réveillez-vous), « Akulayi » (A vous la parole), « Malu a manaya » (Informations sur les jeux), « Ngumu ya mu communes » (les nouvelles des communes), « Nkonko ya bateleji » (questions des auditeurs), « Dimukayi njiwu » (Attention aux accidents !), « Midimu ne bamfumu bayi » (Les métiers et les dirigeants), « Bukalanga mu nsombelu » (la propreté dans la vie), « Bansonga ne nshidimukilu » (jeunes et développement), « Tuakuile ditunga » (plaidons pour notre pays), « Ndambilu mulenga » (la bonne cuisine), « Maneme a bana » (les droits des enfants), « Mayisha bua bena nzubu » (des prédications au profit des couples), etc.

### 4. Conséquences de la diglossie :

- ✚ Cette répartition peut limiter l'accès à l'information pour les auditeurs qui ne maîtrisent pas bien le français.
- ✚ Elle peut aussi renforcer les inégalités linguistiques, en marginalisant la langue locale dans les sphères de pouvoir et de savoir.

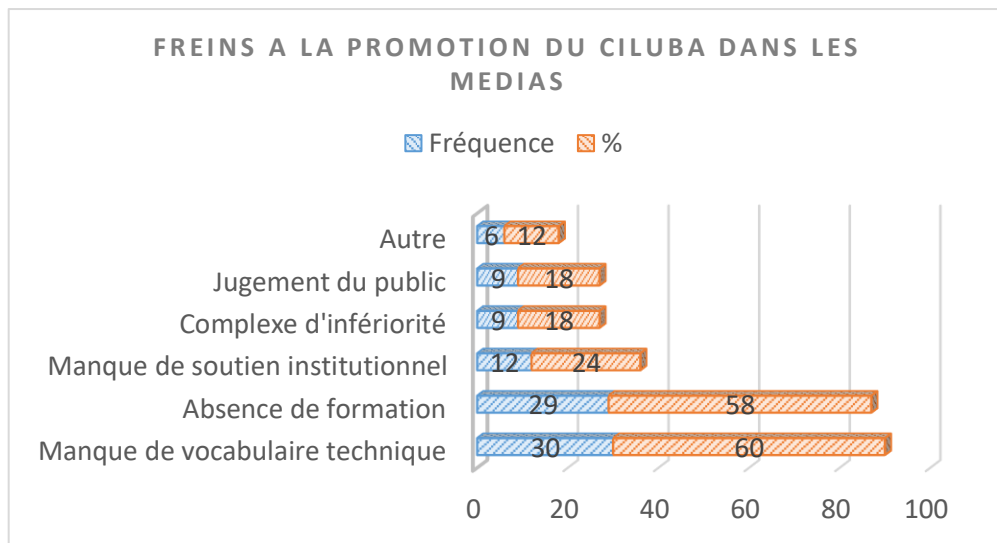
En substance, ce tableau illustre clairement une situation de diglossie fonctionnelle à Kananga : le français est privilégié dans les médias radiophoniques, tandis que le ciluba, pourtant langue maternelle de la majorité, reste en retrait. Cela reflète une dynamique sociolinguistique où la langue locale est cantonnée à des usages secondaires, malgré son importance culturelle et identitaire.

### 5. Freins à la promotion du ciluba dans les médias de Kananga.

Toujours dans le cadre de notre enquête, nous avons interrogé les professionnels des médias sur les obstacles et freins à la promotion du ciluba dans les médias de Kananga. Et les réponses y afférentes ont été enregistrées tel que le démontre le graphique ci-dessous :



Figure 4 : Freins à la promotion du ciluba dans les médias de Kananga.



Source : IBM SPSS Statistics 27.

### Interprétation

De ce graphique, il ressort ce qui suit :

- Le principal frein à la promotion du ciluba dans les médias est le manque de vocabulaire technique à raison de 60%. Ce facteur apparaît comme le plus déterminant. Les journalistes et animateurs éprouvent des difficultés à traduire certains concepts techniques en ciluba (par exemple : téléphone, Panneau, émetteur, logiciel, batterie, Facebook, WhatsApp, Tiktok, ordinateur, calculatrice, tablette, power bank, télécommande, album, rétroprojecteur, flash disk, modem, carte mémoire, texto, canal +, Startimes, winner, mayonnaise, cahier, ramassette, cafetière, cadeau, crédit ou unités pour les téléphones, mégabytes, etc.). Cela crée une dépendance au français, jugé plus fonctionnel dans le contexte professionnel médiatique.
- L'absence de formation (58%). La quasi-absence de formations spécifiques en journalisme en langues nationales, et particulièrement en ciluba, constitue un frein majeur.

Ces deux premiers freins cumulent à eux seuls plus de la moitié des difficultés évoquées, traduisant un problème structurel autant que linguistique.

- Manque de soutien institutionnel (24%). Ce frein, de nature systémique, indique une faible implication des institutions culturelles, des autorités politiques et des instances de régulation médiatique dans la promotion des langues nationales, notamment du ciluba dans les médias.
- Complexe d'infériorité (16%) : Le ciluba est parfois perçu comme moins prestigieux ou moins adapté au discours médiatique formel. Ce phénomène psycholinguistique pousse certains professionnels à privilégier le français, associé au prestige, à l'éducation et à la modernité.

En clair, le graphique montre que les freins à la promotion du ciluba dans les médias de Kananga sont à la fois linguistiques, institutionnels, psychosociaux et professionnels. Les obstacles les plus lourds (vocabulaire technique et formation) révèlent une faible structuration de la langue pour un usage médiatique moderne, tandis que les freins psychosociaux (jugement, complexe d'infériorité) montrent une hiérarchisation symbolique persistante entre le français et les langues nationales. Cet état de chose nous amène à penser aux initiatives de valorisation du ciluba ainsi qu'à formuler certaines recommandations dans la même perspective.

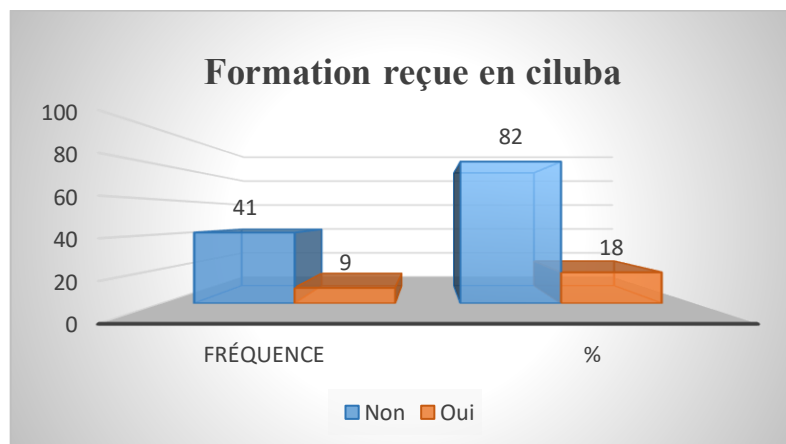
## 6. Initiatives de valorisation du ciluba et recommandations.

Pour promouvoir le ciluba dans les médias, la majorité des auteurs ont préconisé la formation (renforcement des capacités des utilisateurs du ciluba). Tel est le cas de Michaël Kasombo Tshibanda (2014 : 130) qui s'exprime en ces termes : « Le vaste et complexe programme de l'aménagement linguistique tant externe qu'interne qui devrait déboucher sur la promotion véritable des langues nationales doit trouver son ancrage dans la formation des cadres à tous les niveaux. Il s'agit d'une formation de nature à développer les connaissances théoriques et pratiques sur les langues nationales, à développer ou à renforcer les capacités dans la gestion linguistique dans des situations plurilingues. Cette formation doit être diversifiée et couvrir tous les domaines de la connaissance linguistique : la description des langues et l'élaboration des grammaires comme pierre d'angle, la confection des dictionnaires et des lexiques spécialisés, l'élaboration des textes de la littérature, le développement de la didactique des langues, etc. ».

Pour sa part, Donatien Kapudi Kalonga (2013 : 64) note ceci : « Le cilubà est en train de connaître des changements [...]. Tous ces changements remettent en question le système de la langue classique, telle qu'elle est écrite dans les manuels scolaires. Pourtant ce système est un bien qui doit être sauvegardé [...]. Il faut donc une nouvelle stratégie pour arrêter ce mouvement des jeunes et enfants.

Comme contribution, ajoute-t-il, nous proposons la création d'une Cellule d'Etudes de la Langue Cilubà au sein de la Division Provinciale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel qui jouera le rôle d'une académie. Elle aura pour mission de proposer aux instances compétentes les éléments permettant de fixer la grammaire et l'orthographe, ainsi que toutes les mesures jugées nécessaires pour asseoir les conditions d'utilisation. Il sera composé de linguistes, de littérateurs, d'écrivains en langue luba, et de quelques vieux enseignants de l'époque coloniale encore en vie. Ils seront chargés de faire aussi des recherches lexicographiques afin de fixer les termes scientifiques et techniques à utiliser dans le monde actuel. Ce constat rejoint les opinions exprimées par les répondants lors de notre enquête de terrain. En effet, la majorité des professionnels interrogés ont indiqué n'avoir bénéficié d'aucune formation journalistique en ciluba, comme l'illustre le graphique ci-dessous :

**Figure 5 : Les journalistes ayant reçu une formation en ciluba.**



Source : IBM SPSS Statistics 27.

### Interprétation

Il ressort de l'interprétation de ce graphique les points essentiels suivants :

- Une très faible proportion de journalistes formés en ciluba. Seuls 9 journalistes, soit 18%, déclarent avoir reçu une formation professionnelle en ciluba. Ce chiffre montre que la formation en langue ciluba reste marginale dans le secteur médiatique étudié.
- La grande majorité n'a reçu aucune formation : 41 journalistes, soit 82%, affirment n'avoir jamais suivi de formation en ciluba. Cela traduit un déficit important de formation linguistique adaptée aux besoins des médias locaux.
- Les implications :

- Cette absence de formation peut contribuer à la faible maîtrise rédactionnelle et orale du ciluba dans les médias.
- Elle peut également expliquer les limites dans la valorisation et la professionnalisation de l'usage du ciluba dans les pratiques médiatiques.
- Le résultat suggère un besoin urgent de programmes de formation en langues nationales, particulièrement en ciluba, pour renforcer les compétences journalistiques locales.

Outre l'initiative de formation, plusieurs autres initiatives émergent face à cette situation. Nous citons entre autres :

- La publication de dictionnaires bilingues ciluba- français ;
- Des émissions radiophoniques en ciluba sur toutes les stations locales comme la RTNC, le KHRT, Luluabourg FM, RTUKA , RTGK, (Radio Télé du Grand Kasaï, REVEIL FM, RTEDUC, CMB (Chanel Medial Brockfast) , RDD (Radio Diku Dietu), Buwetu FM, Kananga 24, Malandji FM, etc.
- Des recherches universitaires sur la standardisation du ciluba et son intégration dans l'enseignement.

Cette étude s'inscrit également dans une démarche de valorisation du ciluba au sein de l'espace kasaïen. À cet effet, les recommandations ci-après ont été émises :

**a) Pour les médias locaux :**

- Créer des programmes réguliers en ciluba ;
- Organiser des formations linguistiques pour journalistes ;
- Élaborer une charte linguistique interne.

**b) Pour les autorités publiques :**

- Soutenir financièrement la production médiatique en ciluba ;
- Valoriser le ciluba dans les institutions et les écoles dans le cadre d'un travail d'aménagement linguistique.

**c) Pour les chercheurs linguistes :**

- Mener des enquêtes empiriques pour la valorisation socioculturelle de la langue ciluba ;
- Étudier les attitudes linguistiques et les stratégies d'expression en ciluba ;
- Créer des centres culturels pour la promotion du ciluba en RRDC.

## Conclusion

L'analyse des pratiques médiatiques dans la ville de Kananga révèle une tension persistante entre la valorisation du ciluba en tant que langue identitaire et les dynamiques d'insécurité linguistique qui affectent son usage dans les médias. Malgré son statut de langue nationale et son enracinement socioculturel profond, le ciluba souffre d'une marginalisation linguistique alimentée par plusieurs facteurs : la domination du français dans les sphères institutionnelles, le manque de formation linguistique des professionnels des médias, et l'absence de politiques linguistiques claires en faveur des langues congolaises. Cette insécurité linguistique se manifeste par une autocensure des locuteurs, une alternance codique fréquente et une tendance à valoriser les langues dites « internationales » au détriment du ciluba. Toutefois, loin de signifier un déclin irréversible, ces pratiques traduisent une recomposition identitaire où le ciluba demeure un marqueur fort d'appartenance communautaire et un outil de résistance culturelle. Ainsi, la conclusion principale est que la survie et la valorisation du ciluba dans les médias de Kananga dépendent d'une politique linguistique inclusive, d'une formation adaptée des professionnels de la communication et d'une conscientisation des usagers sur la légitimité de leur langue. Le ciluba ne doit pas seulement être toléré dans les espaces médiatiques, mais reconnu comme une ressource linguistique et culturelle essentielle à la diversité et à la cohésion sociale en République démocratique du Congo.

## Références

- Abdel Tawab, M. (2022). Enjeux de la diglossie au Congo (Etude sociolinguistique). *Journal of Qena Faculty of Arts*, 57(...), 1-36. <https://qarts.journals.ekb.eg/> DOI:10.21608/qarts/2022. 161914.1512.
- Bourdieu, P. (1998). *La production et la reproduction de la langue légitime. L'économie des échanges linguistiques*. São Paulo : EDUSP. <https://d1wqtx1zle7.cloudfront.net/>
- Boutet, J. & Heller, M. (2007). Enjeux sociaux de la sociolinguistique : pour une sociolinguistique critique. *Langage et société*, 3(121-122), 305-318. <https://shs.cairn.info/revue-langage-et-societe-2007-3-page-305?lang=fr>. DOI : 10.3917/Is.121.0305.
- Bretegnier, A. (1999). *Sécurité et insécurité linguistique. Approches sociolinguistique et pragmatique d'une situation de contacts de langues : la Réunion*. [Thèse de doctorat, Université de la Réunion]. <https://hal.science/tel-01517920v1>
- Desabrais, T. (2010). L'influence de l'insécurité linguistique sur le parcours doctoral d'une jeune femme acadienne : une expérience teintée de la double minorisation. *Reflets*, 16(2), 57 – 89. <https://doi.org/10.7202/100031ar>.
- Hymes, D. (1972). On Communicative Competence. *J.B. Pride & J.Holmes (Eds.), Sociolinguistics*. <https://d1wqtx1zle7.cloudfront.net/33165140/>
- Kapudi Kalonga, D. (2013). Le ciluba classique en déperdition : que faire pour le sauver ? *Le semeur du Kasai*, 2, 50 – 64. <http://kuetu.com/sites/default/files/semeurs>
- [Pour un nouvel ordre juridique et institutionnel. *Les langues africaines à l'ère de la globalisation. Centre de Recherche de l'Université de Mbujimayi*, 3 (4), 114 – 133. <https://www.researchgate.net/profile/Remi-Tchokothe/>
- Kasongo, T. (2017). Langue et identité culturelle en République démocratique du Congo : le cas du ciluba. *Revue Congolaise des Sciences Sociales*, 5 (2), 45–60.
- Kenza, H. (2022). *L'impact de l'insécurité linguistique sur les stratégies communicationnelles, chez les étudiants de 1<sup>ère</sup> année, université de Biskra*. [Mémoire de Master, Université de Biskra]. <http://archives.univ-biskra.dz/bitstream/123456789/>
- Laghzaoui, G. & Sabatier, C. (2016). Comprendre et gérer l'insécurité linguistique. Le phénomène de l'insécurité linguistique chez les jeunes. *Congrès de la Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique*. Richmond.
- Mpamba Kamba- Kamba, F. (2014). Langues congolaises et mondialisation. Problématique de l'emploi des langues nationales dans un monde qui se globalise. *Les langues africaines à l'ère de la globalisation. Centre de Recherche de l'Université de Mbujimayi*, 3(4), 99 – 113. <https://www.researchgate.net/profile/Remi-Tchokothe/>
- Onguéné Essono, L.-M. (2017). *Langues et médias en Afrique noire francophone : analyse (socio) linguistique*. Paris : Connaissances et Savoirs. <https://books.google.cd/>